

ACTION URGENTE

UN MEMBRE DE L'OPPOSITION RISQUE DE SUBIR D'AUTRES MAUVAIS TRAITEMENTS

Bertrand Zibi Abeqhe, un membre de l'opposition gabonaise, a déclaré avoir été victime de mauvais traitements en détention, après qu'un téléphone portable a été trouvé dans sa cellule à la prison centrale de Libreville. Il a été transféré depuis lors dans un quartier réputé pour être surpeuplé et où les prisonniers vivent dans l'obscurité, privés de lumière naturelle.

Bertrand Zibi Abeqhe, un membre de la formation d'opposition appelée Coalition pour la nouvelle république, aurait été roué de coups par des surveillants le 15 janvier, après qu'un téléphone portable a été trouvé dans sa cellule. Ses avocats, qui lui ont rendu visite le 17 janvier, ont signalé qu'il était blessé au nez et présentait des ecchymoses au dos et sur la plante des pieds. En outre, Bertrand Zibi Abeqhe a été transféré à titre punitif dans un autre quartier de la prison centrale de Libreville, connu sous le nom de « CB ». Ce quartier est réputé pour être surpeuplé et les prisonniers y vivent dans l'obscurité toute la journée.

Bertrand Zibi Abeqhe a été arrêté le 31 août 2016, au lendemain de manifestations contre les résultats de l'élection présidentielle, que l'opposition qualifiait de frauduleux. Il a été emmené à la Direction générale de la recherche (DGR) et interrogé au sujet, entre autres, d'une présumée « possession illégale d'armes à feu ». Il y a été détenu deux semaines. Inculpé d'« atteinte à la tranquillité publique », d'« association de malfaiteurs », de « participation à des actes susceptibles de troubler l'ordre public », de « manifestations contre l'autorité de l'État », de « participation à des actes de violence », de « non-assistance à personne en danger » et de « possession illégale d'armes à feu », il a été transféré à la prison centrale de Libreville. Au tribunal, ses avocats ont soutenu que les preuves à charge étaient insuffisantes. La Haute Cour de justice siégeant à Libreville a débouté Bertrand Zibi Abeqhe de ses trois demandes de libération sous caution.

Bien que le procureur ait autorisé cet homme à consulter un médecin privé le 29 janvier, Amnesty International craint de plus en plus qu'il ne subisse d'autres mauvais traitements, sachant qu'il a déjà, semble-t-il, été battu en prison. En novembre 2016, ses proches ont signalé qu'il avait le visage et les pieds enflés et ils étaient convaincus qu'il avait été roué de coups.

Pendant ses deux premiers mois de détention, Bertrand Zibi Abeqhe a été coupé de sa famille. Il a de nouveau été privé de visites familiales à partir du 2 janvier 2018, après que le défenseur des droits humains Marc Ona a publié sur Facebook un message en faveur de Bertrand Zibi Abeqhe, qu'il avait vu à la prison en même temps que sa compagne. Le président de la Haute Cour a rétabli le droit de visite le 29 janvier.

DANS LES APPELS QUE VOUS FEREZ PARVENIR LE PLUS VITE POSSIBLE AUX DESTINATAIRES MENTIONNÉS CI-APRÈS, en français ou dans votre propre langue :

- exhortez les autorités à diligenter une enquête rapide, indépendante et impartiale sur les actes de torture et les autres mauvais traitements que Bertrand Zibi Abeqhe aurait subis et à traduire en justice tous les responsables présumés ;
- engagez-les à veiller à ce que, pendant sa détention, il puisse s'entretenir régulièrement avec sa famille et ses avocats et ne soit pas soumis de nouveau à des actes de torture ni à d'autres mauvais traitements ;
- demandez-leur de mettre fin aux manœuvres d'intimidation et au harcèlement, sous toutes leurs formes, dont sont victimes des membres de l'opposition et des défenseurs des droits humains au Gabon, notamment du fait de l'utilisation abusive du système judiciaire.

VEUILLEZ ENVOYER VOS APPELS AVANT LE 13 MARS 2018 :

Ministre de la Justice	Procureur général	Président du tribunal
Francis Nkea Nzique	Steve Ndong Essame	Fulgence Ongama
B. P. 547	Tél. : +24106058245 (PAR SMS)	Tél. : +24106245490 (PAR SMS)
Libreville, Gabon	UNIQUEMENT)	UNIQUEMENT)
Formule d'appel : Monsieur le Ministre,	Formule d'appel : Monsieur le Procureur,	

Veillez également adresser des copies aux représentants diplomatiques du Gabon dans votre pays. Insérez les adresses ci-dessous :

_____ Namenom(s), Address 1adresse(s), Address 2n° de fax, Address 3adresse électronique, Fax numberformule d'appel, Email addressSalutation _____

Vérifiez auprès de votre section s'il faut encore intervenir après la date indiquée ci-dessus. Merci.

Formatted: Spanish (Spain, Traditional Sort)

Formatted: Font: Not Bold, (Asian) Chinese (PRC), (Other) Spanish (Spain, Traditional Sort)

Formatted: French (France)

Formatted: French (France)

Formatted: Spanish (Spain, Traditional Sort)

Formatted: French (France)

Formatted: Spanish (Spain, Traditional Sort)

Formatted: Spanish (Spain, Traditional Sort)

Formatted: Spanish (Spain, Traditional Sort)

Formatted: Spanish (Spain, Traditional Sort)

Formatted: Spanish (Spain, Traditional Sort)

Formatted: Spanish (Spain, Traditional Sort)

Formatted: Spanish (Spain, Traditional Sort)

Formatted: Spanish (Spain, Traditional Sort)

Formatted: Spanish (Spain, Traditional Sort)

Formatted: Spanish (Spain, Traditional Sort)

Formatted: Spanish (Spain, Traditional Sort)

Formatted: Spanish (Spain, Traditional Sort)

Formatted: Spanish (Spain, Traditional Sort)

Formatted: French (France)

Field Code Changed

Field Code Changed

Field Code Changed

Field Code Changed

Field Code Changed

Field Code Changed

Field Code Changed

Field Code Changed

Formatted: French (France)

**AMNESTY
INTERNATIONAL**



ACTION URGENTE

UN MEMBRE DE L'OPPOSITION RISQUE DE SUBIR D'AUTRES MAUVAIS TRAITEMENTS

COMPLÉMENT D'INFORMATION

Bertrand Zibi Abeghe est un ancien député du Parti démocratique gabonais (PDG), actuellement au pouvoir. Il a démissionné publiquement le 23 juillet 2016 et a quitté le parti au cours d'une visite de campagne d'Ali Bongo Odimba dans sa circonscription, Bolossoville (province du Woleu-Ntem). Il appartient aujourd'hui à la Coalition pour la nouvelle république, une formation qui regroupe plusieurs partis politiques de l'opposition ayant soutenu la candidature de Jean Ping face au président Bongo.

Le 31 août 2016, il a été annoncé qu'Ali Bongo avait remporté l'élection avec 49,8 % des suffrages contre 48,23 % pour son principal rival, Jean Ping. Le camp de ce dernier a affirmé que le scrutin était frauduleux et a contesté les résultats dans l'une des neuf provinces du pays. Cela a immédiatement déclenché des manifestations à Libreville, la capitale. Les forces de sécurité ont réagi en effectuant un raid au siège du parti de Jean Ping. Selon l'opposition, au moins deux personnes ont été tuées et plusieurs, blessées. Bertrand Zibi Abeghe et d'autres personnes ont été arrêtés. Un porte-parole du gouvernement a déclaré que l'objectif du raid était de retrouver des « criminels armés », qui auraient incendié le parlement ce jour-là (<https://www.amnesty.org/fr/latest/news/2016/09/gabon-security-forces-must-stop-using-excessive-force-amid-postelection-tension/>).

Le candidat à l'élection présidentielle Jean Ping a continué de contester les résultats du scrutin d'août 2016. En septembre 2017, il s'est vu temporairement refuser le droit de quitter le pays.

Nom : Bertrand Zibi Abeghe
Homme

AU 18/18, AFR 26/7802/2018, 30 janvier 2018

URGENT ACTION

OPPOSITION MEMBER RISKS FURTHER ILL-TREATMENT

Gabonese political opposition member, Bertrand Zibi Abeghe, has alleged that he was subjected to ill-treatment while in detention after a mobile phone was found in his cell at Libreville central prison. He has since been moved to a cell block notoriously known for over-crowding and where prisoners are held in the dark with no access to sunlight.

Bertrand Zibi Abeghe, a member of the opposition 'Coalition pour la Nouvelle République', was allegedly beaten up by prison guards on 15 January after they found a mobile phone in his cell. His lawyers who visited him on 17 January have reported that his nose was wounded and he had bruises on his back and soles of his feet after the beating. As further punishment, Bertrand has been moved to a different cell block named 'CB' at Libreville central prison. This cell block is notorious for over-crowding and prisoners are detained in the dark all day, every day.

Bertrand was arrested on 31 August 2016 in the wake of protests against what the opposition termed as fraudulent election results. He was taken to the General Research Directorate and questioned about his alleged 'unlawful possession of fire arms' among other things. He was detained there for two weeks and charged with 'crime against public peace', 'criminal association', 'involvement in acts that could create public trouble', 'demonstrations against

Formatted: Font: Not Bold, (Asian) Chinese (PRC), (Other) Spanish (Spain, Traditional Sort), All caps

Formatted: French (France)

Formatted: French (France)

Field Code Changed

Formatted: French (France)

Formatted: French (France)

State authority', 'involvement in acts of violence', 'non-assistance to endangered person' and 'unlawful possession of fire arms' and transferred to Libreville central prison. Bertrand's lawyers have argued in court that there is no substantial evidence to support the charges against him. Three separate bail applications made for Bertrand have been rejected by the High Court of Libreville.

Although the Prosecutor allowed Bertrand to be seen by a private doctor on 29 January, there are growing concerns that he is at risk of further ill treatment as it is not the first time there has been allegations that he has been beaten up while in prison. In November 2016, his family reported that Bertrand's face and feet were swollen and they believed he had been beaten up while in detention.

During the first two months of his detention, Bertrand was denied access to his family. He was again denied family visits from 2 January 2018 after a human rights activist, Marc Ona posted a Facebook message on behalf of Bertrand whom he had visited in prison together with Bertrand's partner. The President of the High Court of Libreville reinstated Bertrand's family visits on 29 January.

Please write immediately in French or your own language:

- Urging the authorities to conduct prompt, independent and impartial investigations into allegations of torture and other ill treatment he has been subjected to and bring all those suspected to be responsible to justice;
- Urging them to ensure that Bertrand has regular access to his family and lawyers and ensure he is not subjected to further torture and other ill treatment while in detention;
- Urging them to end all forms of intimidation and harassment against political opposition members and human rights defenders in Gabon, including through the misuse of the criminal justice system.

PLEASE SEND APPEALS BEFORE 13 MARCH 2018 TO:

Minister of Justice
Francis Nkea-Nzigue
P.O. Box 547
Libreville, Gabon

Public Prosecutor
Steve Ndong-Essame
Phone: +24106058245 (TEXT ONLY)
Salutation: Dear Public Prosecutor

President of the Tribunal
Fulgence Ongama
Phone: +24106245490 (TEXT ONLY)

Salutation: Dear Minister

Also send copies to diplomatic representatives accredited to your country. Please insert local diplomatic addresses below:

Name Address 1 Address 2 Address 3 Fax Fax number Email Email address Salutation Salutation —

Please check with your section office if sending appeals after the above date.

URGENT ACTION

OPPOSITION MEMBER RISKS FURTHER ILL-TREATMENT

ADDITIONAL INFORMATION

Bertrand Zibu-Abeghe was a former member of the National Assembly for the ruling party, Parti Démocratique Gabonais (PDG). He publicly resigned on 23 July 2016 and left the ruling party during a campaign tour by presidential candidate Ali Bongo in his constituency, Bolosseville constituency in Woleu-Ntem province. Bertrand is also a member of the opposition 'Coalition pour la Nouvelle République' which constitutes of several opposition political parties that supported Jean Ping to vie against Gabonese President Ali Bongo Ondimba.

On 31 August 2016, it was announced that Gabonese President Ali Bongo Ondimba had won the elections with 49.8 per cent of the votes against 48.23 per cent of his main rival, Jean Ping. Jean Ping's camp said the election was fraudulent and challenged the results in one of the country's nine provinces. This immediately sparked demonstrations in the capital Libreville. In response, security forces stormed Jean Ping's party headquarters. The opposition said at least two people were killed and several were wounded during the raid. Bertrand Zibu-Abeghe was arrested along with others. A government spokesman said the raid was launched to find "armed criminals" who had allegedly set fire to the country's parliament earlier that day.

<https://www.amnesty.org/en/latest/news/2016/09/gabon-security-forces-must-stop-using-excessive-force-amid-postelection-tension/>

Presidential candidate Jean Ping has continued to contest the results of the August 2016 Presidential elections, and in September 2017 he was temporarily denied the right to leave the country.

Name:-Bertrand Zibi Abeghe

Gender.m/f: Male

UA: 18/18 Index: AFR 26/7802/2018 Issue Date: 30 January 2018